

Ecole du Louvre Palais du Louvre

Palais de Louvre, Porte Jaujard
Place du Carrousel
75038 Paris cedex 01
Téléphone : 01.55.35.18.00
Télécopie : 01.42.60.40.36
Internet : www.ecoledulouvre.fr

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES CCTP

MARCHÉS PUBLICS

OBJET DU MARCHÉ

MARCHÉ N° 2026-049

PRESTATIONS DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE POUR L'ÉCOLE DU LOUVRE

ÉCOLE DU LOUVRE

Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel

75038 PARIS cedex 01

marches.publics@ecoledulouvre.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENVIRONNEMENT D’EXPLOITATION

ARTICLE 3 – PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

ARTICLE 4 – PRINCIPES GÉNÉRAUX D’EXÉCUTION

ARTICLE 5 – ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PRESTATION DE LA TRANCHE FERME

ARTICLE 6 – STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET VOLUMÉTRIE CONTRACTUELLE

ARTICLE 7 – DISPOSITIF HUMAIN MINIMAL ATTENDU

ARTICLE 8 – MISSIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 9 – CONTRÔLE D’ACCÈS, FILTRAGE ET ACCUEIL

ARTICLE 10 – POSTE DE PERMANENCE SÉCURITÉ ET RONDES

ARTICLE 11 – MAIN COURANTE, TRAÇABILITÉ ET REPORTING

ARTICLE 12 – MOYENS MATÉRIELS

ARTICLE 13 – QUALIFICATIONS, FORMATION ET POSTURE DES AGENTS

ARTICLE 14 – PILOTAGE, SUPERVISION ET CONTINUITÉ DE SERVICE

ARTICLE 15 – PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET HORS FORFAIT

ARTICLE 16 – CONTRÔLE QUALITÉ ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ARTICLE 17 – GESTION DE CRISE ET SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

ARTICLE 18 – OBLIGATION DE RÉSULTAT

ARTICLE 19 – ÉVOLUTION DES CONSIGNES D’EXPLOITATION

ARTICLE 20 – RESPONSABILITÉ D’ORGANISATION DU TITULAIRE

ARTICLE 21 – MAINTIEN DU NIVEAU DE PRESTATION

ARTICLE 22 – ENVIRONNEMENT PATRIMONIAL ET EXIGENCE D’IMAGE

ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITÉ ET OBLIGATION DE DISCRÉTION

ARTICLE 24 – DROIT DE REFUS ET REMPLACEMENT D’UN AGENT

ARTICLE 25 – EXÉCUTION AUX RISQUES ET PÉRILS DU TITULAIRE

ARTICLE 26 – RÉVERSIBILITÉ DE FIN DE MARCHÉ

ARTICLE 27 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance humaine, de sûreté, de contrôle d'accès, d'accueil sécuritaire, de gardiennage, de prévention des risques et de continuité d'exploitation des espaces exploités par l'École du Louvre.

Les prestations ont notamment pour finalité :

- d'assurer la sûreté des personnes ;
- de garantir la protection des biens, équipements et bâtiments ;
- d'assurer la continuité de surveillance des installations ;
- de contrôler, filtrer et sécuriser les accès ;
- de prévenir les actes de malveillance ;
- de garantir la continuité de service 24h/24 et 7j/7 ;
- d'assurer un accueil sécuritaire de qualité adapté aux exigences de l'École du Louvre.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, de continuité de service et de parfaite exécution.

ARTICLE 2 – CONTEXTE ET ENVIRONNEMENT D'EXPLOITATION

L'École du Louvre est un établissement public d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture, implanté au sein du Palais du Louvre, dans un environnement patrimonial, institutionnel, culturel et sécuritaire particulièrement exigeant.

Le titulaire exécute ses prestations dans un environnement :

- patrimonial sensible ;
- institutionnel ;
- à forte fréquentation ;
- à haut niveau d'exigence d'image ;
- en coactivité avec les services du musée du Louvre ;
- soumis à des contraintes de sûreté renforcées.

Le titulaire est réputé avoir parfaite connaissance du site, de ses accès, de ses contraintes d'exploitation et des impératifs de continuité de service.

ARTICLE 3 – PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

Le présent marché comporte une tranche ferme qui couvre les espaces exploités par l'École du Louvre au sein de :

L'aile de Flore du Palais du Louvre, comprenant notamment :

- le Hall Jaujard ;
- le hall administratif ;

- le sas d'entrée Porte Jaujard ;
- la Porte des Lions ;
- la banque sécurité ;
- le PC sécurité ;
- la Rotonde Goya ;
- les circulations ;
- les amphithéâtres ;
- les salles de cours ;
- la bibliothèque ;
- les bureaux ;
- les locaux techniques ;
- les zones logistiques ;
- les accès secondaires.

Le marché couvre également l'amphithéâtre Rohan situé au 99 rue de Rivoli ainsi que les sites temporaires ou exceptionnels liés à l'activité de l'École du Louvre.

Il comporte également une **tranche optionnelle** portant sur la surveillance et le gardiennage de la maison des élèves de l'École du Louvre située au 10 rue de Condé, 75006 à Paris.

La tranche optionnelle a pour objet d'assurer, dans les conditions prévues par le présent marché, notamment :

- le contrôle de l'accès à la maison des élèves, par un (1) agent qualifié SSIAP1 du 1^{er} septembre au 30 juin, 7/7 de 22h à 8h
- la surveillance des locaux, équipements et abords immédiats ;
- l'exécution de rondes de sécurité ;
- la gestion des incidents de sécurité et l'alerte du service de l'accueil de l'assistance technique et de la sécurité de l'École du Louvre ;
- la tenue de la main courante et l'application des consignes de sûreté propres à l'établissement.

Les modalités d'exécution de cette prestation sont définies au CCTP et font l'objet d'un chiffrage distinct dans l'offre du titulaire.

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision expresse d'affermissement du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire.

La tranche optionnelle pourra être affermée dans un délai maximal de douze (12) mois à compter de la notification du marché. À défaut d'affermissement dans ce délai, elle sera réputée abandonnée de plein droit, sans formalité particulière.

Le pouvoir adjudicateur demeure libre de ne pas affermir la tranche optionnelle. Le titulaire reconnaît expressément que le non-affermissement de cette tranche, ou son abandon à l'expiration du délai précité,

n'ouvre droit à aucune indemnité, compensation ou réparation de quelque nature que ce soit, notamment au titre d'une indemnité d'attente, de dédit, de manque à gagner, d'immobilisation de moyens ou de perte d'exploitation.

En cas d'affermissement, les prestations sont exécutées conformément aux stipulations contractuelles et aux prix figurant dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 4 – PRINCIPES GÉNÉRAUX D'EXÉCUTION

Les prestations sont exécutées de manière continue, homogène, rigoureuse et qualitative.

Le titulaire est tenu :

- à une obligation de continuité ;
- à une obligation de résultat ;
- à une obligation de traçabilité ;
- à une obligation de supervision ;
- à une obligation de réactivité ;
- à une obligation de remplacement immédiat.

Le présent marché ne constitue pas une simple mise à disposition de personnel mais une prestation globale, encadrée, supervisée et pilotée.

ARTICLE 5 – ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PRESTATION DE LA TRANCHE FERME

Le titulaire met en œuvre un dispositif structuré autour :

- d'un socle permanent à Flore ;
- d'un forfait horaire annuel à Rohan ;
- d'une organisation de supervision intégrée ;
- d'un dispositif de continuité de service ;
- de prestations complémentaires activables sur BPU.

Le titulaire garantit une organisation stable, immédiatement mobilisable et adaptée aux contraintes réelles d'exploitation.

ARTICLE 6 – STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET VOLUMÉTRIE CONTRACTUELLE

6.1 Principe général

Le marché est structuré selon deux régimes forfaitaires distincts :

- un forfait annuel à Flore correspondant au socle permanent du site principal ;
- un forfait horaire annuel Rohan correspondant à un volume d'heures planifié et consommable selon programmation.

6.2 Forfait annuel Flore

Le forfait Flore couvre notamment :

- le contrôle d'accès ;
- l'accueil sûreté ;
- la surveillance générale ;
- la permanence sécurité ;
- les rondes ;
- les levées de doute ;
- la continuité jour / nuit ;
- la continuité semaine / week-end / jours fériés ;
- les relèves ;
- les transmissions ;
- la continuité de service ;
- la supervision courante.

6.3 Volume annuel forfaitaire Flore

Le volume annuel forfaitaire Flore est fixé à 11 102 heures / an réparties comme suit :

- ADS / contrôle d'accès : 4026 h/an ;
- SSIAP 1 / permanence sécurité : 7076660 h/an.

6.4 Forfait horaire annuel Rohan

Le volume annuel forfaitaire Rohan est fixé à 2 200 heures / an.

Ce volume couvre notamment :

- ouverture / fermeture ;
- accueil ;
- contrôle d'accès ;
- surveillance ;
- présence en salle ;
- assistance exploitation ;
- mise en sécurité ;
- accompagnement des manifestations.

6.5 Dépassement du forfait Rohan

Toute consommation au-delà des 2 100 heures annuelles allouées au site Rohan donne lieu à facturation complémentaire sur la base du BPU.

En cas de discordance entre les volumes horaires figurant au présent CCTP et ceux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) résultant d'une erreur matérielle ou d'une erreur de calcul, les volumes horaires figurant dans la DPGF prévaudront.

ARTICLE 7 – DISPOSITIF HUMAIN MINIMAL ATTENDU

Le dispositif humain minimal attendu au titre du forfait est organisé autour de deux postes opérationnels permanents.

7.1 Poste 1 – Contrôle d'accès / accueil sûreté

- Qualification minimale : ADS / Agent de surveillance qualifié ;
- Localisation : Sas d'entrée Porte Jaujard ;
- Horaires : du lundi au vendredi de 08h30 à 19h00 ;
- Volume annuel : 2 636 heures.

Missions principales :

- contrôle d'accès ;
- filtrage ;
- orientation des publics ;
- contrôle des autorisations ;
- application des consignes Vigipirate.

7.2 Poste 2 – Surveillance générale / permanence sécurité

- Qualification minimale : SSIAP 1 ;
- Localisation :
 - Banque de sécurité du Hall Jaujard en période d'ouverture ;
 - PC sécurité en période de fermeture ;
- Horaires : 24h/24 – 7j/7 ;
- Volume annuel : 8 660 heures.

Missions principales :

- surveillance générale ;
- gestion des alarmes reportées ;
- rondes ;
- levées de doute ;
- application des procédures d'urgence ;
- permanence sécurité ;
- transmissions et traçabilité.

7.3 Fonction intégrée – Chef d'équipe / Référent site

Le titulaire désigne un chef d'équipe SSIAP 2 référent du marché.

Cette fonction :

- est assurée par un agent titulaire du SSIAP 2 ;
- est intégrée au poste SSIAP 1 de jour ;
ne constitue pas un poste supplémentaire ;

Le chef d'équipe SSIAP 2 assure notamment :

- le suivi d'exploitation ;
- l'encadrement des agents ;
- le contrôle qualité ;
- les remontées d'information ;
- la coordination avec l'École du Louvre.

ARTICLE 8 – MISSIONS DU TITULAIRE

Le titulaire assure l'exécution complète, continue, qualitative et tracée des prestations relevant du présent marché.

Les prestations sont exécutées dans une logique permanente :

- de prévention ;
- d'anticipation ;
- de vigilance ;
- de réaction ;
- de protection ;
- de continuité d'exploitation ;
- de traçabilité.

Le titulaire adapte son niveau de vigilance aux contraintes réelles d'exploitation du site et sur ordre de l'école du Louvre.

ARTICLE 9 – CONTRÔLE D'ACCÈS, FILTRAGE ET ACCUEIL

Le titulaire assure le contrôle des accès de manière constante, homogène et rigoureuse.

Les agents assurent notamment :

- le contrôle des entrées et sorties ;
- la vérification des badges et autorisations ;
- le filtrage des visiteurs ;
- l'application des consignes Vigipirate ;
- l'orientation des publics ;
- la surveillance comportementale ;

- la prévention des intrusions.

Le titulaire garantit un accueil ferme, courtois et compatible avec les exigences d'un établissement public d'enseignement supérieur implanté dans un environnement patrimonial.

ARTICLE 10 – POSTE DE PERMANENCE SÉCURITÉ ET RONDES

Le titulaire assure une permanence de surveillance active du site.

En période d'ouverture, l'agent assure principalement :

- la présence sécurité au Hall Jaujard ;
- la surveillance générale des espaces ;
- l'assistance au contrôle des accès ;
- l'application des consignes ;
- les rondes ponctuelles ;
- la gestion des anomalies.

En période de fermeture, l'agent assure depuis le PC sécurité :

- la permanence de surveillance du site ;
- les rondes de sécurité ;
- les levées de doute ;
- le contrôle des accès ;
- la surveillance générale ;
- l'application des procédures d'urgence ;
- le signalement des anomalies ;
- la transmission des informations aux services compétents de l'école du Louvre si nécessaire.

Toutes les rondes sont obligatoires, tracées, horodatées et contrôlables.

ARTICLE 11 – MAIN COURANTE, TRAÇABILITÉ ET REPORTING

Le titulaire met en place une main courante dématérialisée ou un dispositif équivalent permettant l'enregistrement continu, chronologique et horodaté de l'ensemble des événements liés à l'exécution du marché.

La main courante comprend notamment :

- les prises et fins de poste ;
- les transmissions ;
- les rondes effectuées ;
- les anomalies constatées ;

- les alarmes traitées ;
- les incidents ;
- les levées de doute ;
- les interventions ;
- les mesures conservatoires.

Le titulaire transmet :

- une synthèse quotidienne ;
- une synthèse hebdomadaire ;
- un reporting mensuel.

ARTICLE 12 – MOYENS MATÉRIELS

Le titulaire met à disposition l'ensemble des moyens matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Ces moyens comprennent à minima :

- téléphones professionnels ;
- moyens radio ;
- lampes portatives ;
- PTI / DATI ;
- équipements de ronde ;
- outils de traçabilité ;
- équipements de protection individuelle.

Le titulaire garantit leur disponibilité et leur maintien en condition opérationnelle.

ARTICLE 13 – QUALIFICATIONS, FORMATION ET POSTURE DES AGENTS

Le titulaire affecte exclusivement au marché des agents qualifiés, habilités, formés et immédiatement opérationnels.

Chaque agent devra :

- disposer des qualifications réglementaires exigées ;
- disposer d'une carte professionnelle valide ;
- maîtriser parfaitement la langue française ;
- connaître les consignes du site ;
- connaître les procédures d'urgence ;
- être formé aux spécificités du site.

Les agents devront en permanence présenter :

- une tenue irréprochable ;
- port d'une tenue distinctive
- une posture professionnelle ;
- une vigilance constante ;
- une présentation compatible avec un environnement institutionnel et patrimonial.

ARTICLE 14 – PILOTAGE, SUPERVISION ET CONTINUITÉ DE SERVICE

Le titulaire met en place un dispositif permanent de pilotage et de supervision garantissant la continuité, la qualité et la conformité des prestations.

Le titulaire garantit notamment :

- la continuité de présence ;
- la continuité des relèves ;
- la continuité de surveillance ;
- la continuité des transmissions ;
- la disponibilité de l'encadrement ;
- le remplacement des agents absents dans un délai maximal d'une heure.

Le titulaire réalise :

- des contrôles inopinés ;
- des visites qualité ;
- des contrôles de conformité ;
- des réunions d'exploitation périodiques.

Le titulaire s'engage à maintenir une stabilité des équipes affectées au marché.

ARTICLE 15 – PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET HORS FORFAIT

Les prestations complémentaires correspondent aux besoins non couverts par le forfait Flore et le forfait Rohan.

Elles peuvent notamment concerner :

- manifestations ;
- examens ;
- concours ;
- renforts sûreté ;
- extensions horaires ;
- dispositifs exceptionnels.

Ces prestations sont exécutées sur bon de commande selon les prix du BPU.

ARTICLE 16 – CONTRÔLE QUALITÉ ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le titulaire met en œuvre un dispositif permanent de contrôle qualité permettant de mesurer la conformité et la qualité réelle des prestations.

Le suivi porte notamment sur :

- le taux de couverture des postes ;
- la ponctualité ;
- la qualité de traçabilité ;
- le respect des consignes ;
- la qualité d'accueil ;
- la qualité d'exécution ;
- la stabilité des équipes.

Le titulaire met en œuvre toute mesure corrective nécessaire en cas de dérive constatée.

En outre un bilan d'avancement entre le titulaire et les responsables du Service accueil, assistance technique et sécurité est assuré mensuellement.

ARTICLE 17 – GESTION DE CRISE ET SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Le titulaire doit avoir la capacité d'adapter immédiatement son organisation et son niveau de vigilance à toute situation exceptionnelle.

Sont notamment concernées :

- alerte attentat ;
- renforcement Vigipirate ;
- intrusion ;
- colis suspect ;
- mouvement de foule ;
- manifestation ;
- évacuation ;
- confinement ;
- panne majeure ;
- intervention des secours ;
- contexte sécuritaire dégradé.

Le titulaire applique immédiatement les consignes de l'École du Louvre et des autorités compétentes.

ARTICLE 18 – OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le présent marché est conclu sous un régime d'obligation de résultat.

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution complète, continue et conforme des prestations.

Le titulaire ne pourra se prévaloir :

- d'une difficulté de recrutement ;
- d'une absence ;
- d'un mouvement social ;
- d'une difficulté de transport ;
- d'une défaillance organisationnelle.

Ces circonstances relèvent de sa seule responsabilité.

ARTICLE 19 – ÉVOLUTION DES CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les consignes d'exploitation pourront évoluer pendant toute la durée du marché afin de s'adapter aux contraintes du site, aux évolutions d'exploitation et au contexte sécuritaire.

Le titulaire s'engage à appliquer immédiatement toute consigne nouvelle relevant du périmètre normal du marché.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITÉ D'ORGANISATION DU TITULAIRE

Le titulaire demeure seul responsable :

- de son organisation ;
- de ses effectifs ;
- de ses remplacements ;
- de sa supervision ;
- de ses moyens humains et matériels ;
- de la continuité des prestations.

Aucune difficulté interne ne pourra justifier une dégradation du niveau de service.

ARTICLE 21 – MAINTIEN DU NIVEAU DE PRESTATION

Le titulaire s'interdit toute organisation ayant pour conséquence :

- une réduction du niveau de surveillance ;
- une baisse du niveau de vigilance ;
- une dégradation qualitative des prestations ;
- une diminution de la qualité d'accueil ;
- une perte de continuité.

Le titulaire garantit en permanence un niveau de prestation compatible avec les exigences du marché.

ARTICLE 22 – ENVIRONNEMENT PATRIMONIAL ET EXIGENCE D’IMAGE

Le titulaire reconnaît intervenir au sein d’un environnement patrimonial, culturel et institutionnel sensible.

Les agents devront adopter en permanence une attitude :

- professionnelle ;
- discrète ;
- courtoise ;
- maîtrisée ;
- compatible avec un établissement culturel de prestige.

ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITÉ ET OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu à une obligation absolue de confidentialité.

Aucune information relative :

- aux locaux ;
- aux dispositifs de sécurité ;
- aux personnels ;
- aux activités ;
- aux procédures ;
- aux événements ;

ne pourra être diffusée sans autorisation.

ARTICLE 24 – DROIT DE REFUS ET REMPLACEMENT D’UN AGENT

L’École du Louvre se réserve le droit de refuser ou demander le remplacement immédiat de tout agent dont le comportement, la qualification ou la posture seraient jugés incompatibles avec les exigences du marché.

Le remplacement devra être effectué sans incidence sur la continuité de service.

ARTICLE 25 – EXÉCUTION AUX RISQUES ET PÉRILS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute les prestations à ses risques et périls.

Il assume seul l’ensemble des conséquences liées à :

- son organisation interne ;

- ses difficultés de recrutement ;
- ses absences ;
- ses défaillances de supervision.

Aucune difficulté propre au titulaire ne pourra justifier une rupture de continuité.

ARTICLE 26 – RÉVERSIBILITÉ DE FIN DE MARCHÉ

En fin de marché, le titulaire assure la parfaite réversibilité des prestations au profit de l'École du Louvre ou du titulaire entrant.

Il assure notamment :

- la transmission des consignes ;
- la transmission des procédures ;
- la transmission des historiques ;
- la transmission des éléments nécessaires à la continuité de service.

ARTICLE 27 – DISPOSITIONS FINALES

Le titulaire s'engage à mobiliser pendant toute la durée du marché l'ensemble des moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution pleine, continue, conforme et qualitative des prestations.

Le titulaire veille à adapter en permanence la posture de ses agents au caractère patrimonial, culturel et institutionnel du site.